



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 15/07/2024

Reçu en préfecture le 15/07/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20240711-2024_29-DE



DÉLIBÉRATION

2024/29

AVENANT N°2 A LA MAITRISE D'ŒUVRE RELATIF A L'EXTENSION ET LA REHABILITATION DES ATELIERS DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU CDG 62

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 11 Juillet 2024 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu la délibération 2020/09 du 10 mars 2020 portant engagement d'une consultation pour la désignation d'un mandataire dans le cadre de la réhabilitation des ateliers du Centre de Gestion ;

Vu le marché 2020/019 relatif à la mise en œuvre d'un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'extension et de réhabilitation des ateliers dans le cadre de l'extension du CDG 62 ;

Vu la décision 2021/01 du Président du CDG 62 du 29 mars 2021 de signer l'acte d'engagement pour le marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de l'extension du siège du CDG 62 avec la société ATRIUM dans le cadre du mandat confié à TERRITOIRES 62 ;

Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 4

Le Président rappelle que le marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'extension et la réhabilitation des ateliers permettant l'extension du siège du Centre de Gestion a été conclu par TERRITOIRES 62 pour le compte de notre établissement dans le cadre du mandat confié à ce dernier avec ATRIUM Architecte.

A cet effet, un premier avenant à ce marché, en date du 31 août 2023 a été passé par TERRITOIRES 62 afin de permettre d'intégrer une mission complémentaire de Coordination Sécurité Incendie et ceci pour un montant de 5 350 euros HT.

Le présent avenant n° 2 a pour objet :

- d'intégrer au marché la prise en compte du nouveau montant du cout des travaux ;
- d'intégrer au marché une nouvelle répartition des prestations entre les membres du groupement de maîtrise d'œuvre ;
- de fixer un nouveau montant du marché ;
- d'intégrer une clause de renonciation.

Intégration du nouveau montant de coût des travaux :

Pour mémoire, il convient de rappeler que le contrat de maîtrise d'œuvre a été établi sur la base d'un montant prévisionnel de travaux de 1 974 000 € HT défini dans le contrat initial.

Au final, l'ensemble des marchés de travaux attribués c'est-à-dire les 11 lots présentés dans les délibérations des 30 août 2023 et du 26 septembre 2023 ainsi que le lot 12 relatif au désamiantage nous amène à un montant de 2 802 138.73 € HT, soit une augmentation du montant des travaux de 828 138.73 € HT par rapport au montant initial.

Cette augmentation du coût des travaux relève de 3 éléments :

- la conjoncture économique et le cout des matériaux de construction ;
- les évolutions complémentaires au programme ;
- les évolutions techniques.

Seules les incidences liées aux évolutions complémentaires et aux évolutions techniques sont reprises dans cet avenant car elles ont entraîné des travaux supplémentaires au marché de maîtrise d'œuvre initialement prévu.

Evolutions complémentaires au programme :

- Ajout d'un abri vélos (demande ABF) ;
- Ajout d'aménagement d'espaces verts sur le parking existant (demande ABF) ;
- Ajout d'un mobilier sur mesure guichet d'accueil ;
- Mise en place de domotique à l'intérieur du bâtiment existant (KNX et contrôle d'accès) ;
- Ajout d'habillage mural bois avec plancher en panneaux plein au-dessus des boîtes dans la boîte pour faciliter l'accès et l'entretien ;
- Eclairage DALI gradable, détecteurs pour bureaux, salles de formation, salle de repas, dégagements et accueil central ;
- Intégration d'un contrôle d'accès ;
- Intégration onduleur et de 2 baies de brassage compris panneaux et câble de brassage ;
- Intégration d'une vidéosurveillance d'une interphonie et d'une alarme technique ;
- Climatisation de la salle ;
- Habillage bois des couloirs ;
- Intégration d'une signalétique identique à l'existant ;
- Intégration d'écrans ;

Ces évolutions complémentaires au programme représentent une hausse du coût des travaux de 170 033.28 € HT.

Evolutions techniques au programme :

- Evacuation d'enrobé contenant des HAP suite au diagnostic réalisé (hydrocarbure aromatique polycyclique ;
- Réfection des bétons extérieurs sur le bâtiment C notamment au-dessus du chéneau suite à la phase diagnostic ;
- Ajustement de la profondeur des fondations suite à la réception de l'étude de sols ;
- Ajout d'enduit intérieur pignon suite au diagnostic visuel après démolition ;
- Ajout coffrage carton à structure alvéolaire suite à l'étude de sols ;
- Verrinage des poutres suite étude de solidité des ouvrages ;

Les évolutions techniques représentent une hausse du coût des travaux estimée à 134 705.26 € HT.

La hausse liée à la conjoncture économique et la hausse du coût des matériaux qui représente un montant de 304 738.54 € HT n'est donc pas reprise au présent avenant.

Bien entendu, les marchés de travaux lancés sur les 12 lots concernés reprenaient les différentes évolutions reprises ci avant.

Intégration de la nouvelle répartition des honoraires :

Au-delà de l'augmentation du coût des travaux, les évolutions demandées ont également apporté une augmentation du degré de complexité dans la mission de maîtrise d'œuvre, par rapport à celle définie au programme initial.

Ces évolutions ont nécessité de la part du groupement de maîtrise d'œuvre de revoir sa répartition des honoraires entre les cotraitants. En effet, l'ajout d'éléments techniques plus complexes, nécessite un suivi technique plus important pour les phases de chantier VISA, DET et AOR (visa des plans d'exécution, contrôle des documents d'exécution, bonne exécution des travaux) avec notamment une présence accrue du bureau d'études techniques du groupement. La nouvelle répartition des honoraires complémentaires est annexée à la présente ainsi que la nouvelle répartition des honoraires.

Nouveau montant du marché :

Le montant initial du marché fixé dans l'acte d'engagement est donc modifié comme suit :

▪ Montant du marché initial	118 440 € HT
▪ Montant de l'avenant n° 1	5 350 € HT
▪ Montant de l'avenant n° 2	39 500 € HT
▪ Montant total du marché	163 290 € HT (195 948 € TTC)

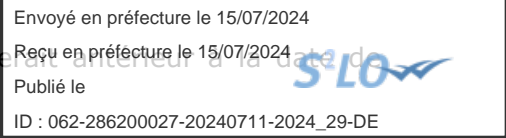
Ces 2 avenants correspondent à une augmentation du montant global du marché de base de 37.86 %. Cependant les services complémentaires de maîtrise d'œuvre induits par l'avenant sont rendus nécessaires pour les raisons exposées ci avant afin de tenir compte des évolutions complémentaires et des contraintes techniques. Par ailleurs, le changement de maîtrise d'œuvre s'avère impossible au risque de compromettre la continuité des travaux et d'impacter financièrement l'opération.

Par ailleurs, il figure à l'article 1.7 de l'acte d'engagement du marché de maîtrise d'œuvre la possibilité de réaliser des prestations similaires. Ainsi le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

Intégration d'une clause de renonciation :

Le présent avenant tient compte de tous les éléments connus au moment de sa notification. Le titulaire déclare renoncer expressément à tout recours et demande d'indemnisation à l'encontre du maître d'ouvrage du fait de la signature du présent avenant ainsi qu'à toute réclamation, tout

recours, tant amiable que contentieux, dont le fait générateur sera la date de signature du présent avenant.



Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *APPROUVE* le présent avenant relatif à la maîtrise d'œuvre visant à l'extension et la réhabilitation des ateliers dans le cadre des travaux réalisés par le CDG 62.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 11 juillet 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY